

LE GRISOU DE LA MISERE

Le divorce est total, entre le gouvernement des avocats d'affaires et la majorité de la population.

Le vote **majoritaire** pour le **NON** au traité européen constitutionnel est considéré par tous ces affairistes comme une « merde » qu'on écarte d'une main habituée à tripoter des millions d'euros.

De l'argent il y en a : augmentation des députés de 60% et du clown président de 140% : qui dit mieux ?

De l'argent il y en a dans les caisses noires du MEDEF. C'est même selon des responsables du MEDEF, de l'argent pour corrompre les « partenaires sociaux », pour fluidifier les relations avec les bureaucrates syndicaux, ceux qui, adhérents de la Confédération Européenne des Syndicats, ont eux aussi appelé à voter **OUI** au référendum sur le traité européen.

De l'argent il n'y en aurait plus pour les régimes spéciaux de retraites, pour l'assurance sociale, pour l'assurance chômage des populations ; mais c'est par millions d'euros que l'état fait des cadeaux aux riches. Pour ceux qui auraient encore un doute sur la nature de l'état et de la justice, c'est jour après jours que nous avons confirmation que l'état roule pour les riches.

En plus de jouer les sauveurs d'otages, les négociateurs de terrain à la SNCF, les médiateurs compatissants auprès des marins pêcheurs, Sarkozy fait la démonstration de l'absence de marges de manœuvre de la bourgeoisie nationale, en même temps qu'il fait (pour le même prix) la démonstration de l'incompétence de tous ses ministres, à commencer par le premier. Fillon a beau expliquer que c'est « la faillite », que rien ne va, tout ce beau monde commence par augmenter ses propres revenus.

Sans le soutien actif de tous ceux qui expliquent qu'il n'y a pas d'autres solutions que le capitalisme, Sarkozy et son gouvernement apparaîtraient pour ce qu'ils sont : une bande de pillards affairistes qui n'ont qu'un objectif « s'en mettre plein les poches le plus vite possible ».

Mais ce soutien, cette complicité active ou passive de la gauche acquise au capitalisme et à la libre entreprise, a ses limites. Si pour l'instant elle permet au gouvernement de faire son sale boulot, la gauche en se refusant à engager l'épreuve de force, creuse sa tombe et apparaît de plus en plus pour ce qu'elle est : la complice de la droite réactionnaire. Tout ce qui n'a pas trouvé à s'exprimer sur le terrain truqué des élections, trouvera à s'exprimer sur le terrain de la lutte des classes.

Plus de 3 millions de chômeurs, 7 millions de travailleurs pauvres, des millions de précaires, de flexibles, d'abonnés aux petits boulots sans intérêt ; et en face une poignée de riches gavés de stock-options, de spéculation financière, de cadeaux fiscaux ; on comprend que le gouvernement interdise de fumer, car la moindre étincelle peut mettre le feu à ce grisou de la misère.

La question n'est pas de savoir si ça va péter et si l'hiver ou le printemps vont être chaud. La question à débattre est : comment faire pour que les bureaucrates qui n'ont cessé de trahir et de dévoyer les luttes (2003, 2005, 2006 le CPE ...) ne soient pas une nouvelle fois en situation de trahir pour un strapontin ou une valise d'argent liquide en provenance du MEDEF.

Cette question se discutent déjà dans les usines et les quartiers ; riche des expériences du passé, des propositions voient le jour : mettre en place des comités d'usine ou de quartier qui décident et organisent la résistance et les luttes. Elections des représentants sur la base d'un mandat précis. Toutes les structures existantes ont leur place aux côtés des travailleurs et de la population, à condition qu'elles respectent les décisions prises par ces assemblées et ne « collaborent » pas ailleurs avec le pouvoir.